

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
4 avenue Didier Daurat
CS 40 331 cedex COLOMIERS
31776 Colomiers

Colomiers, le 24/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société Etienne Lacroix tous artifices

Route de Gaudiès
09270 Mazères

Références : 2025/095
Code AIOT : 0006802183

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 dans l'établissement Société Etienne Lacroix tous artifices implanté Route de Gaudiès 09270 Mazères. L'inspection a été annoncée le 03/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un incident s'est produit le 03 décembre 2024 autour de 10h16 lors de la fabrication d'un pain infrarouge. Le plan d'opération interne (POI) a été déclenché pour une prise en feu dans une loge du bâtiment d'études et de développement des nouvelles formulations pyrotechniques. L'exploitant a informé l'inspection de l'environnement de la DREAL ainsi que la préfecture, de l'alerte et les a également informées de la levée de doute à 11h55.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société Etienne Lacroix tous artifices
- Route de Gaudiès 09270 Mazères
- Code AIOT : 0006802183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Etienne Lacroix, au sein du site de Mazères, réalise des opérations de conception, d'études et de fabrication de produits pyrotechniques, mettant en œuvre des compositions pyrotechniques en vue d'obtenir certains effets spécifiques (flamme, chaleur, bruit, fumée, gaz, pression, mouvement) pour le domaine militaire et de la défense.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 17/09/2024, article R512-69	Demande d'action corrective	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les barrières de protection ont permis de circonscrire l'incident et une prise en charge rapide de cet événement sans conséquences humaines a été mise en œuvre. Les premières investigations ont été réalisées le jour même et il est attendu le rapport d'analyse des causes détaillées lié à ce dysfonctionnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/09/2024, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes

de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident

Constats :

Une fiche de notification de l'incident pyrotechnique a été transmise par l'exploitant le 03/12/2024. Celle-ci reprend les circonstances de l'événement et renvoie à des investigations et à une expertise externe.

Déroulement de l'incident :

Le 03 décembre 2024, à 10h10, le POI est déclenché pour un incident survenu dans une loge, lors d'une opération de fabrication au sein de la zone études, sur le site de la société Lacroix.

Le détail de l'opération alors en cours et de l'incident sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que :

1. l'incendie a été circonscrit dans la loge, dimensionnée pour encaisser ce type d'évènement;
2. un choc relativement conséquent sur le merlon de protection situé derrière la paroi soufflable de la loge, lié à la projection d'éclat;
3. un groupe hydraulique complètement endommagé.

Lors de cette visite d'inspection, l'exploitant a indiqué :

1. avoir mandaté un expert externe pour analyser l'outillage.
2. avoir isolé le lot de substances utilisé ce jour pour le caractériser.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de fournir :

1. un rapport d'analyse approfondie de l'évènement analysant les causes,
2. des propositions d'actions, sur la base du retour d'expérience, visant à éviter qu'un incident similaire ne se reproduise.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90 jours